

GROOTS Kenya

Par Awino Okech¹

Introduction

La présente étude de cas fournit une description précise de GROOTS Kenya, basée sur des entretiens menés avec Esther Mwaura, co-fondatrice, et Anne Muthia, membre d'un des groupes régionaux de GROOTS Kenya, *GROOTS Mathare Mothers Development Centre* (GMMDC).² La présente étude de cas s'est donnée pour but de donner « voix » aux organisations ; elle les laisse définir leur travail, leurs objectifs, leurs structures, leurs activités, et présenter leurs succès. Une analyse de GROOTS Kenya est proposée à la fin de l'étude ; l'histoire des luttes en matière de droits des femmes au Kenya y est présentée rapidement, ainsi que la dynamique politique nationale sous-jacente. L'analyse de GROOTS Kenya se base sur les débats théoriques et menés par les activistes actuellement autour des organisations et des mouvements féministes, et de leurs fonctions. Faisant appel à d'autres initiatives émergentes au Kenya, une exploration de certains défis inhérents aux organisations de femmes est faite, ainsi que de l'impact que ces défis ont eu sur la construction de la solidarité.³

Mouvements sociaux et mouvements de femmes au Kenya

Il n'existe aucune définition simple des mouvements sociaux. Les théoriciens des mobilisations de ressources expliquent l'action collective en termes d'opportunités structurelles, de leaders et de réseaux idéologiques et d'organisation (voir McClurg Mueller 1992: 12-16 ; Morris et McClurg Mueller 1992). Les nouveaux théoriciens des mouvements sociaux proposent la notion d'« identités

collectives » comme manière d'examiner comment fonctionnent les gens en collectivité, souvent dans l'objectif d'obtenir une nouvelle forme de présence, distincte ou semi-autonome, et une reconnaissance culturelle. Les chercheurs partant de la perspective des « nouveaux mouvements sociaux » s'intéressent à la construction, la contestation et la négociation d'identités collectives dans le processus d'activités politiques. L'identité collective se réfère à la « *définition acceptée (souvent de manière implicite) de l'appartenance, des frontières et des activités du groupe* » (Johnston Laraña et Gusfield 1994:15).⁴

1. Chercheuse féministe kenyane actuellement doctorante en études sur le genre à l'Institut africain du genre de l'université du Cap.
2. Les interviews sont au cœur de ce papier, étant donnée la richesse d'information fournie par les personnes interrogées. Les deux femmes interviewées font partie de l'organisation depuis le début. Des brochures sur certains programmes de GROOTS Kenya ont également été utilisées pour préparer ce dossier. La documentation suit une approche narrative : c'est-à-dire qu'en général, je ne sépare pas les réponses à des questions spécifiques.
3. L'expression « construction de solidarité » est ici préférée à celle de « mouvement ». Ceci parce que les mouvements qui ont pu exister dans des contextes comme l'Amérique latine ou l'Afrique du Sud par exemple n'ont pas vraiment existé ainsi au Kenya. Des définitions sont examinées ci-après. L'histoire des contextes mentionnés ci-dessus a été formatrice pour les manières dont l'activisme, l'action et l'entreprise collective se structure, histoire politique qui n'a pas existé au Kenya.
4. L'existence d'une identité collective, comme la notion de « conscience collective » ou de « fausse conscience », sont difficiles à mettre en substance. « Tout d'abord, elle se base sur une interpénétration continue de/et une influence mutuelle entre l'identité individuelle du participant et l'identité collective du groupe. Ensuite, en raison de la nature même des mouvements sociaux, l'identité collective est une « cible mouvante » dont les différentes définitions dominent à différentes périodes de vie d'un mouvement. Et pour finir, les différents processus de création et de maintenance d'une identité opèrent à différentes phases du mouvement. » (Johnston, Laraña et Gusfield 1994:16).

Demandez à des Kenyans pris au hasard s'il existe un mouvement de femmes dans le pays, et il est probable que la plupart des personnes interrogées répondront fermement par la négative, même si les réponses diffèrent. S'il n'existe effectivement pas de mouvement de femmes au Kenya, comment qualifier les nombreuses voix situées dans le pays entier, qui représentent de manière sporadique des luttes pour les droits des femmes ?

Les groupes de femmes qui agissent ensemble sont souvent assez hétérogènes, et leurs capacités à agir proviennent du respect qu'elles ont pour les différences tout en réussissant à forger un argument commun par un ensemble partagé de questions. Dans le contexte kenyan, la nature apparemment fragmentée des organisations tendrait à faire penser qu'il n'existe pas de mouvement des femmes (Oduol & Kabira, 2000: 102). Néanmoins, cette diversité, qui caractérise les mouvements de femmes, doit être comprise comme une force et non comme une faiblesse. Comme le note un auteur,

Dans un contexte où les différences entre tribus, classes sociales et géographies sont identitaires, et donc la poursuite d'un objectif commun difficile, il semble réaliste de souligner cette hétérogénéité et de songer à des stratégies qui lui correspondent, plutôt que d'opérer dans l'illusion d'une homogénéité qui ne peut pas exister dans le contexte kenyan (Oduol & Kabira, 2000:103).

D'autres facteurs ont contribué à cette hétérogénéité, ce travail « en parallèle ». Par exemple, le cas du Caucus politique des femmes kenyanes. Le Caucus est né en 1997 de la frustration due au refus de la motion proposée par Phoebe Asiy⁵ sur l'action affirmative. La coupure de journal ci-dessous souligne le pouvoir dont bénéficiait alors le Caucus.

Le Caucus est un des meilleurs exemples de femmes faisant pression et influençant les lois en leur faveur. En avril 2000, les efforts collectifs de ses membres ont assuré le vote au parlement de la deuxième motion sur l'action affirmative, proposée par la députée de Dagoretti, Beth Mugo. Au bout du compte, il semblait que les femmes kenyanes étaient prêtes à obtenir la reconnaissance qu'elles méritaient (Daily Nation, 20 avril 2002).

Ce moment n'a cependant pas duré, puisque trois ans plus tard, en 2000, le caucus s'est divisé en deux, laissant aux organisations qui faisaient partie du mouvement le choix de rejoindre l'Alliance politique des femmes kenyanes, nouvellement formée (ici nommée l'Alliance), ou de rester dans le Caucus d'origine.⁶ Les raisons du divorce ont été attribuées aux relations entre les membres.

Il n'y avait pas de lignes directrices claires et agréées sur les structures, ou même de simple règlement. L'interprétation des objectifs du Caucus et de son mandat était ouverte à la compréhension personnelle de chaque membre (Daily Nation, 22 juillet 2000).

Avant de se diviser, le Caucus avait aidé à fournir une forte plateforme de plaidoyer qui veillait à l'application du principe d'action affirmative pour la représentation des femmes dans le processus de révision de la constitution. Il a permis à ce qu'il y ait près d'un tiers de femmes parmi les membres des forums nationaux et du district, et au comité de rédaction de la Commission de révision de la constitution. Ceci s'est traduit par sept commissaires femmes sur un total de vingt-six membres ; et une centaine de déléguées sur six cents, pour la Conférence constitutionnelle prévue pour 2003 (Nzomo, 2003:4).

Le potentiel de mobilisation prouvé par la création du Caucus, ses réussites puis son éclatement,

5. Phoebe Asiy⁵ est l'une des politiciennes kenyanes les plus connues, ancienne députée qui a également été présidente de MYWO. Elle a introduit une motion sur l'action affirmative au parlement en 1997.

6. Néanmoins, l'une des questions les plus difficiles était le projet de constitution, qui a été suspendu suite à des désaccords sur les critères d'acceptation comme membre. Le groupe ayant plus tard formé l'Alliance expliquait que le Caucus original était destiné à être un groupe de pression pour les groupes de femmes dans le pays directement impliqués dans l'autonomisation politique des femmes, des députées et des ex-députées. Le reste du Caucus, qui a formé l'Alliance, penchait plus pour une approche nationale, qui accueillerait non seulement les ONG mais aussi les organisations basées dans les communautés. La mention du fait que les organisations devaient être « nationales » pour être membres souligne les facteurs géographiques déjà mentionnés. Elle reflète aussi la notion selon laquelle être basé dans la capitale signifie pouvoir être représenté.

reflètent bien les fossés qui entravent la construction de solidarité entre femmes au Kenya. De nombreuses organisations travaillant sur le genre dans le pays n'ont pas pu prendre part aux discussions pour motifs géographiques, ou n'ont pas vu l'intérêt de faire partie de ce type de structure, considéré comme étant orienté sur les villes uniquement. GROOTS Kenya, par exemple, n'a fait partie ni du Caucus ni de l'Alliance, pourtant ses buts et objectifs sont liés à ceux des deux structures. On ne peut pas nier la possibilité que cette division ait eu des motifs ethniques ou de classes sociales, surtout dans une société aussi polarisée ethniquement que celle du Kenya. Esther Mwaura évoque également la question de la classe sociale en parlant du mépris pour les capacités intellectuelles ou de direction des femmes du terrain dans les espaces de « développement » plus généraux.

Maria Nzomo, qui a beaucoup écrit sur les femmes et la mobilisation politique au Kenya, explique :

Au cours des dix dernières années d'activisme en matière de genre au Kenya, on a pu clairement observer que la mobilisation des populations ne suffit pas. Les mouvements sociaux doivent aussi présenter des idées soutenues, des objectifs communs et une perspective unifiante, idéologique, du genre, qui transcende les diversités économiques et socioculturelles de leurs divers membres (Nzomo, 2003: 6).

Pour comprendre l'hétérogénéité qui caractérise la société kenyane et par extension les organisations de femmes, il faut étudier les différentes façons dont sont nés les mouvements de femmes, dont ils se sont construits ou se sont dissipés. En outre, si la lutte pour les droits des femmes au Kenya doit passer au stade supérieur, il faudra faire des efforts concertés pour construire des coalitions et des alliances nationales autour d'idées durables.

L'étude de GROOTS Kenya permet de chercher des réponses à la question de la nature d'un mouvement de femmes cohésif au Kenya. Il existe au Kenya une pléthore de structures qui pourraient être comprises comme des mouvements de femmes, comme la League of Kenya Women Voters,⁷ le National Council of Women of Kenya (NCWK)⁸, ou Maendeleo ya Wanawake,⁹ la plupart de ces structures travaillant sur des questions similaires et ayant des membres dans tout le pays. Toutefois, la différence entre GROOTS Kenya et les autres est que le groupe se considère comme un mouvement et non pas comme un réseau ou une ONG, à l'inverse des autres groupes aux approches similaires.

GROOTS Kenya – Bref historique

GROOTS Kenya se décrit peut-être mieux comme un réseau de groupes d'entraide. Plus de 500 groupes d'entraide entrent et sortent en permanence de son espace de travail, en fonction de leurs besoins. Ces groupes ne doivent pas payer pour être membres, et ne signent pas de charte de principes sur leur fonctionnement ; ils sont liés par des besoins communs.¹⁰ GROOTS Kenya est né après la quatrième conférence des femmes organisée par les Nations Unies à Beijing, en Chine en 1995. Mwaura, co-fondatrice de GROOTS Kenya, explique :

Pendant la conférence [de Beijing], j'ai pu aller à plusieurs événements satellitaires. L'une de choses qui m'a beaucoup impressionnée, c'est un groupe de femmes qui étaient toujours dans une tente où se trouvaient beaucoup de femmes « du terrain ». Elles partageaient leurs expériences et les gens écoutaient. C'est quelque chose qui m'a frappée parce que je n'avais jamais vu ça au

7. Leur site web est à l'adresse <http://www.leaguekenya.org/>.

8. Le National Council of Women of Kenya a été formé en 1964 en tant qu'organisation parapluie pour les organisations de femmes. Margaret Kenyatta l'a présidé de 1964 à 1966. Ce Conseil était considéré comme une contre-proposition au Maendeleo ya Wanawake, qui avait été lancé initialement par les femmes de responsables colons. La professeur Wangari Maathai, détentrice du prix Nobel, en fut présidente entre 1981 et 1987.

9. Maendeleo ya Wanawake (MYWO) est une organisation de femmes fondée en 1952 par les femmes de responsables colons. Maendeleo ya Wanawake se traduit par Organisation pour le progrès des femmes, ou Organisation pour le développement des femmes.

10. Une exploration plus détaillée est fournie plus tard dans le présent papier.

Kenya [à ce moment-là]. Même dans la délégation kenyane à la conférence de Beijing, c'était des individus qui avaient été désignées une à une pour parler au nom d'autres. Mais il y avait une tente où l'on voyait que les femmes suivaient leur propre programme. Quand je suis rentrée au Kenya, j'ai eu envie de contribuer au monde en formant un tel groupe. J'ai donc contacté GROOTS International, qui avait organisé la tente en question.¹¹

Modèle d'organisation

GROOTS Kenya est un réseau de membres, ce n'est pas une branche de GROOTS International.¹² Mwaura souligne que ceci a entraîné des confusions en matière de perception populaire de cette affiliation avec l'organisme international. GROOTS Kenya est enregistrée comme association d'organisations de terrain, pour motifs juridiques. À cause de l'interférence du gouvernement dans les organisations de la société civile au Kenya, à la fin des années 1980,¹³ toutes les institutions civiques radicales n'étaient plus officielles et/ou avaient été cooptées (Okello, 2004:15). Il n'est donc pas surprenant qu'en termes de positionnement stratégique, GROOTS Kenya ait choisi de se faire enregistrer comme association, pour obtenir une « légitimité », ce qui lui a permis d'opérer dans un environnement hostile à toute initiative de la société civile, sans parler des initiatives menées par des groupes de femmes « non officiels ».

Selon Mwaura, même si dans ses brochures GROOTS Kenya se décrit comme un réseau, il s'agit plus d'un mouvement. A ce sujet, elle note :

S'il s'agissait d'un réseau, on aurait de gens qui viennent contribuer et en général il y aurait une

base de données des membres. Nous ne pouvons pas gérer ce type de choses, nous répondons aux besoins, nous prenons en charge les problèmes des personnes qui sont nos membres parce qu'elles pensent que nos services sont importants pour elles et leurs services pour GROOTS Kenya. C'est pourquoi nous nous considérons comme un mouvement, parce les gens vont et viennent et nous considérons les problèmes ensemble.

GROOTS Kenya se structure autour d'un secrétariat situé à Nairobi. Ce secrétariat fonctionne comme une base quasi infrastructurelle à partir de laquelle les régions se lient par des projets ou des structures de soutien. Existe également un Comité dont le rôle est de donner une direction stratégique au travail.

Même si les régions sont démarquées géographiquement, Mwaura précise que cela ne veut pas dire que le réseau travaille sur tout le territoire de chaque région : « *Quand nous disons que nous travaillons dans le Kitui cela veut dire que nous sommes présents dans tout le district.* » Les régions en question comprennent le Kitui, Mathare, Kakamega, Kirinyaga, Limuru, Kendu Bay et Tana River. Dans toutes ces régions se trouvent des groupes d'entraide différents, enregistrés auprès du ministère de la Culture et des services sociaux. « *Néanmoins il y a aussi des membres qui peuvent être enregistrés de manière individuelle, donc il existe de nombreuses petites branches.* » Les différents groupes régionaux se retrouvent à différents moments via des programmes ou des actions de plaidoyer spécifiques. Ils peuvent faire cela conjointement ou en collaboration avec des régions spécifiques. Par exemple, Mwaura précise que « *Akamega, Mathare, Gatundu, Kendu bay et Limuru travaillent ensemble dans un de nos pro-*

11. Mwaura s'est rendue à la conférence en tant que responsable bilatérale du genre, chargée du développement de la communauté, soutenue par le ministère du Gouvernement local de l'ambassade royale des Pays-Bas.

12. GROOTS est un réseau flexible qui lie les leaders et les groupes de zones pauvres rurales et urbaines du sud et du nord afin de créer des relations de soutien mutuel et de solidarité entre les femmes engagées dans la reconstruction de leurs communautés – voir www.GROOTS.org.

13. Certaines stratégies adoptées par le régime de Moi pour démobiliser la société civile ont impliqué la conscription de groupes d'entraide en structures administratives et politiques. Ainsi, celles-ci ne pouvaient pas mener de projets de développement sans que les agents de l'État le sachent, au niveau local (Okello, 2004:14). Dans une tentative de créer des possibilités de travail viables pour les organisations de terrain, l'État a fini par coopter Maendeleo ya Wanawake – voir Okello, D. 2004. Voir également Audrey Wipper, *African Studies Review*, Vol. 14, No. 3 (Dec., 1971), pp. 463-482. Le gouvernement a agi de la même façon avec les syndicats, les coopératives et les groupes Harambee d'entraide (harambee signifie effort collectif en kiswahili) (Okello, 2004:14).

grammes actifs, le Women Property Programme, qui travaille sur la sauvegarde des droits d'héritage immobilier pour les veuves et les orphelins à l'ère du VIH/Sida. »

Mwaura décrit le lien entre les membres des différentes régions :

Tous les membres de différentes régions se retrouvent tous les ans lors d'une retraite, où ils réfléchissent à ce qu'ils ont réussi dans l'année. Ils partagent leurs problèmes, leurs expériences et leurs chances, sur le terrain, ainsi que leurs perspectives : ce qu'ils veulent faire dans l'année qui suit. C'est ceci précisément qui forme la base de nos recherches de fonds. Nous faisons de recherches de fonds tous les ans, voire tous les deux ans, mais nous analysons le travail que nous avons achevé tous les ans.

Mwaura explique : « Nous sommes indépendants de GROOTS International : de la même manière ces groupes sont également indépendants. Nous les épaulons, nous les soutenons et les mettons en contact avec d'autres partenaires. » De surcroît, Mwaura souligne que le groupe de Kakamega est en train de former un partenariat avec World Vision sur un projet dans lequel le groupe serait premier visé. En bref, c'est un processus permanent de construction des capacités, au sein des groupes existant mais aussi des groupes entrant dans le mouvement. GROOTS Kenya mène également des échanges entre les groupes régionaux. Ces échanges ont pour objectif de créer des espaces où les groupes peuvent parler pour eux-mêmes. Ceci facilite ensuite leur implication dans les processus de prise de décisions aux niveaux locaux et internationaux.

Une conversation avec Anne Wanjiru Muthia, membre de GROOTS Kenya à travers le GROOTS Mathare Mothers Development Centre (GMMDC), permet de comprendre encore mieux comment cette structure opérationnelle a permis la naissance d'un « centre », dont plus de 26 groupes de femmes font partie. Muthia est née dans le deuxième plus grand bidonville de Nairobi, Mathare, où

elle continue à vivre et travailler. Elle a pris contact avec GROOTS Kenya il y a douze ans, car l'organisation avait lancé des activités de construction de mouvement, à ses débuts, dans la région.¹⁴

Activités et stratégies

L'idée d'un Centre de développement pour les mères est venue d'Allemagne, suite à un échange d'apprentissage organisé en 1997 par GROOTS Kenya. L'échange impliquait des femmes de Papouasie Nouvelle Guinée, du Canada, du Kenya et des États-Unis. Grâce au soutien de GROOTS Kenya, lorsqu'elles sont rentrées d'Allemagne, les femmes ont trouvé un espace pour se réunir régulièrement, à Mathare. Elles ont ensuite monté une garderie pour enfants, afin de répondre aux besoins en matière de garde d'enfants des membres de leur groupe, ainsi que d'autres femmes de la communauté qui n'avaient pas les moyens de se payer une garde d'enfants à la maison.

En outre, en réalisant que certains membres ne pouvaient pas venir aux réunions de manière régulière à cause de leurs responsabilités familiales, parce que des membres de leur famille n'allaient pas bien à cause des infections opportunistes liées au VIH/Sida, le groupe, à travers GROOTS Kenya, a suivi une formation en soins à la maison. Ces six dernières années, 500 amies ont pu bénéficier de soutien, amie étant le terme utilisé pour parler des femmes séropositives ou des femmes atteintes du Sida. En conséquence du travail fait autour des soins à apporter à la maison, la transition vers un travail avec les orphelins et les enfants vulnérables s'est faite naturellement (OEV). Plus de 300 OEV bénéficient actuellement de l'aide du centre, grâce aux capacités construites à travers GROOTS Kenya. Parmi ces enfants, plus de 45 filles ont suivi une formation en tricot comme moyen de générer des revenus.

GROOTS Kenya travaille dans quatre domaines thématiques.¹⁵ Premier domaine thématique :

14. L'arrivée de Muthia dans l'organisation des communautés, surtout de femmes, précède cette rencontre. C'est par des groupes de femmes sporadiques, largement structurés autour de chœurs formés pour divertir d'ancien président Moi, que Muthia s'est lancée dans la construction de solidarité.

15. Mwaura notait : « Initialement, nous continuions à dire que nous ne travaillions pas par thèmes, mais nous avons décidé de prendre note, en fait, des thèmes sur lesquels nous travaillions. »

Réagir au VIH/Sida dans la communauté. Les activités de plaidoyer et de programmes impliquent le soutien des communautés par des formations et la construction des capacités pour les femmes. Ceci a permis d'apporter un soutien aux orphelins. Mwaura précise : « Il s'agit maintenant d'un programme important, que nous menons avec US Aid, et qui s'appelle « Giving Hope ». »

Deuxième domaine thématique, Ressources et moyens de subsistance dans la communauté. Par ce programme, les communautés suivent des processus d'analyse des ressources locales et de mobilisation de celles-ci. Mwaura insiste :

La plupart des ONG arrivent et mettent les communautés dans la case « besoin de ressources ». Demandez-nous ce dont vous avez besoin – et la communauté en question n'a pas le temps de se demander, qu'est-ce qu'on a déjà ? Donc nous essayons de soutenir les communautés pour qu'elles identifient les ressources dont elles disposent en menant des évaluations profondes des capacités locales existantes pour répondre à leurs besoins. Après cela, elles peuvent aller vers d'autres partenaires afin d'organiser des ressources supplémentaires. Les membres importants des différentes communautés ont été sollicités pour se joindre aux causes et les soutenir. ¹⁶

Troisième domaine thématique, le programme Femmes et immobilier, qui est le programme phare de GROOTS Kenya. L'objectif de ce programme est de sauvegarder les droits de propriété des femmes et des orphelins.

Quatrième domaine thématique, Direction et gouvernance par les femmes. Selon Mwaura,

Notre plus grande lutte se trouve dans l'absence de reconnaissance des femmes [du terrain] qui se trouvent à la tête de différents mouvements. Les femmes du terrain représentent une force de direction qui est invisible et nous sommes incapables de présenter leurs talents au niveau local. Nous regardons les financements rendus par le Constituency Development Fund¹⁷ (CDF) et voyons combien de ces agences travaillent en fait avec des femmes. Donc c'est un domaine auquel nous pensons avoir contribué, en construisant les capacités des femmes pour qu'elles négocient et naviguent dans la communauté et les processus de prises de décisions au niveau national. Il est également important qu'elles partagent leurs compétences et que les personnes au pouvoir soient tenues responsables de leurs actes.

Contribution stratégique de groupes affiliés à l'organisation

Les groupes régionaux informent en permanence la direction stratégique de l'organisation, et leur implication prend plusieurs formes. Par exemple, lors de la retraite annuelle, les représentants des différentes régions déterminent le plan de recherches de fonds annuel du secrétariat. De plus, des activités de direction et de parrainage sont fournies aux sous-groupes, grâce aux leaders des points d'attache régionaux ; il y a donc une consulta-

16. Mwaura précise que les activités philanthropiques sont plus importantes dans les zones de Kakamega, Gatu-nudu et Limuru, où des résidents ont pu être poussés à financer des causes locales.

17. Le Constituency Development Fund (CDF) a été établi en 2003 via la loi sur le CDF publiée dans le Kenya Gazette Supplement No. 107 (Act No. 11) le 9 janvier 2004. L'objectif du fonds est de contrôler les déséquilibres en matière de développement régional, dus aux politiques partisans. Il vise tous les projets de développement au niveau des circonscriptions, notamment ceux qui cherchent à lutter contre la pauvreté sur le terrain. Le fond est composé d'une allocation budgétaire annuelle équivalente à 2,5 % des revenus ordinaires du gouvernement. Une motion d'augmentation de cette allocation à 7,5 % des revenus du gouvernement a récemment été votée au parlement. 75 % des fonds sont attribués de manière égale aux 210 circonscriptions. Les 25 % restant sont attribués en fonction des niveaux de pauvreté des circonscriptions. Un maximum de 10 % des attributions annuelles de chaque circonscription peut être utilisé pour financer des bourses d'études. Le CDF est géré par 4 comités, dont 2 se trouvent au niveau national, et 2 sur le terrain. Selon la loi sur le CDF, les frais de fonctionnement des bureaux dans les circonscriptions ne doivent pas dépasser 3 % des attributions annuelles des circonscriptions. En outre, les circonscriptions doivent réserver 5 % de leur budget pour les cas d'urgence (Source: KIPPRA).

tion régulière et un flux d'information des leaders de points d'attache locaux au secrétariat et dans l'autre sens, vers les différents groupes régionaux. Même aux réunions avec les donateurs, les représentants régionaux négocient parfois les financements au nom de leurs régions ; d'autres fois c'est GROOTS Kenya qui s'en charge.¹⁸

Quant à la structure organisationnelle mentionnée ci-dessus, Mwaura indique :

Quand nous parlons de ressources humaines dans l'organisation, nous ne nous référons pas au secrétariat mais aux ressources sur le terrain ; les leaders de points d'attache locaux et leurs équipes. Nous n'avons pas de personnel sur le terrain ; ceci a été un choix stratégique.

GROOTS Kenya a récemment reçu un financement institutionnel de renforcement dont bénéficieront les quatre groupes régionaux actifs. Ce financement permettra de développer des compétences administratives et de gestion au sein de ces groupes.

Contributions et moments clés

Le processus de construction de capacités, notamment au sein de ce programme, semble avoir porté ses fruits. Muthia, du GMMDC, indique que leur lien avec GROOTS Kenya a permis de développer les capacités de leurs membres à jouer des rôles d'importance dans les structures de direction locales. Certains de leurs membres font partie de

comité locaux du Constituency Development Fund (CDF), Muthia étant la vice-présidente du comité de bourses locales, tout en faisant également partie du Comité Local Authority Trust Fund (LATF)¹⁹. Un autre membre est trésorière du comité CDF de la circonscription de Starehe, et a permis la construction de salles de classe supplémentaires et de cuisines dans des écoles ayant peu de moyens. Pourtant, les femmes restent exclues à d'autres niveaux. Muthia a noté que la plupart des réunions étaient intentionnellement tenues la nuit et dans des bars, pour que les femmes ne puissent pas venir.

Mwaura précise que l'une de leurs alliances les plus stratégiques a été le fait de faire partie du réseau mondial GROOTS International. Un espace s'est ainsi créé pour qu'elles passent au niveau international. Elles se mettent souvent en partenariat avec GROOTS International pour des actions de plaidoyer international.

En 1996, avec GROOTS International, nous avons pu envoyer deux femmes du terrain à la conférence de l'Onu sur les peuplements humains à Istanbul. Notre angle de travail a été de faire entendre au public les voix des femmes du terrain. Au niveau international, nous sommes connues comme une organisation qui fait voyager les femmes du terrain. Actuellement, deux orphelins qui ont fait partie de notre programme se trouvent à Washington où ils partagent leurs expériences au sein du réseau d'orphelins de GROOTS Kenya, dont l'objectif est de créer des ponts entre les générations. Nous formons des jeunes filles pour

18. Mwaura note que ces femmes ont beaucoup de talent, et que leurs capacités intellectuelles, précédemment réprimées, sont ressorties grâce à leur exposition à un activisme dynamique, auquel elles ont participé.

19. Le Local Authority Transfer Fund (LATF) a été établi en 1999 par la loi LATF Act No. 8, de 1998, avec pour objectif d'améliorer la fourniture de services, la gestion des finances, et de réduire les dettes restant des autorités locales. Le LATF, qui forme 5 % de la collecte d'impôts sur le revenu dans le pays chaque année, compte actuellement pour environ 24 % des revenus des autorités locales. Au moins 7 % de la totalité du fonds se partagent à parts égales entre les 175 autorités locales du pays ; 60 % du fonds se distribue en fonction de la taille relative de la population des autorités locales. Le reste est distribué en fonction des densités relatives de populations urbaines. L'argent donné par le LATF est combiné aux revenus des autorités locales qui mettent en place des priorités locales. Un comité de conseil comprenant le secteur privé, le ministère des Finances, le Secrétariat permanent du ministère du gouvernement local, et le secrétariat du *Local Government Reform Programme* du Kenya dirige les opérations du LATF. Les rapports annuels du LATF et autres informations financières sont disséminés via des annonces dans la presse. 60% des financements du LATF sont attribués si les autorités locales satisfont certaines exigences fixées. Les 40 % restant sont distribués en fonction des performances des autorités locales mesurées par le LASDAP et autres indicateurs. Les financements budgétés par le LATF sont prévus et publiés, mais aucun fonds n'est distribué si les autorités locales ne remplissent pas les conditions requises (Source: KIPPRA).

qu'elles participent activement au mouvement de femmes de terrain. Nous croyons en une direction et une gouvernance menées par les femmes.

GROOTS Kenya a fait partie des principales organisations cherchant à faire changer les choses en Afrique, et voulant passer du travail des ONG traditionnelles à une présence de femmes du terrain à la tête des actions de plaidoyer, avec les ONG comme soutien. Les relations que nous entretenons avec GROOTS International sont utiles car elles permettent d'ouvrir presque immédiatement l'espace du réseau international.

J'organise les femmes de manière radicale, je ne proteste pas – explique Esther Mwaura en racontant les moments clés de GROOTS Kenya.

Les actions menées par GROOTS Kenya sont principalement centrées sur des interventions stratégiques précises lors de réunions de plaidoyer plus vastes, quoique le travail du réseau se fasse au niveau du terrain. Le travail de terrain n'a pas choisi de mener des actions orientées vers les protestations comme mécanisme clé pour atteindre ses objectifs : au contraire, l'accent est mis sur le lobbying et le plaidoyer. Observer ces moments permet de bien comprendre les événements qui sont considérés comme clés dans le mouvement, et d'obtenir un récit précis des stratégies adoptées et de ce qu'elles ont apporté.

Mwaura raconte l'histoire suivante, au sujet de ses activités de lobbying et d'activisme stratégique au Forum international sur la pauvreté urbaine, tenu à Nairobi en 1997 :

En 1997, le programme ONU-Habitat organisait le Forum international sur la pauvreté urbaine. Je faisais partie du comité directeur. J'avais essayé de persuader l'Onu, lors de plusieurs réunions d'ONU-Habitat, d'inclure des femmes du terrain qui avaient vécu dans la pauvreté urbaine ; des habitantes de bidonvilles, pour qu'elles viennent partager leurs expériences. On me demandait tout le temps leurs CV et leurs capacités à communiquer dans l'une des langues de l'Onu. En 1997, l'opportunité s'est présentée d'organiser une rencontre au Kenya. Si je sais organiser de manière

radicale, je ne proteste pas. Donc, lorsqu'on m'a refusé les fonds pour faire venir les femmes des bidonvilles à une réunion internationale traitant de leurs problèmes, j'ai écrit aux femmes que j'avais rencontrées à l'étranger. Je leur ai dit : « Vous venez ici [à Nairobi] pour cette réunion et on vous paye des per diems internationaux. Nous vous souhaitons la bienvenue au Kenya, et vous demandons de nous laisser un de vos per diems afin de faire venir ces femmes du terrain à la réunion. Nous avons fait venir plus de 100 femmes à l'Onu mais ça a été très difficile, car ils [le personnel Onu] ne savaient pas comment se comporter avec les gens des bidonvilles.

Nous savions que nous devions nous faire entendre à la conférence, que nous devions faire connaître notre présence. Ils avaient refusé de nous donner des per diems pour que les femmes des bidonvilles puissent venir, puis nous avaient invitées à venir déjeuner avec le reste des délégués. Donc pour protester contre le choix de leaders précis, et parce que nous avions faim, nous avons décidé d'apporter de grandes sufurias²⁰. Nous avons fait du riz, de la viande, du mokimo²¹ et nous nous sommes assises dans l'escalier du centre de conférence de l'Onu-Habitat.

Walid Diaw, du programme Onu-Habitat, sortait avec les délégués quand il nous a vues assises des deux côtés de l'escalier. Il me connaissait, et m'a demandé pourquoi nous faisons ça. Je lui ai dit que nous lui avions demandé depuis longtemps que les femmes du terrain puissent participer à la conférence ; que nous voulions nous assurer qu'ils sachent que nous étions là, que nous écoutions les discussions et que nous étions déçues de ne pas avoir pu participer. Lorsque la plénière a repris, il a reconnu notre présence formellement, mais nous savions que cela allait arriver, donc nous avons fait connaître nos demandes. Nous avons alors expliqué qu'il était impossible d'organiser un forum international sur la pauvreté urbaine si les pauvres de zones urbaines en étaient exclus. Nous avons demandé que les pauvres soient explicitement inclus dans les forums internationaux. Ceci a été le début de l'implication des habitants de bidonvilles, y compris des pauvres de zones urbaines, et actuellement il est obligatoire qu'ils forment 30 % des participants. Nous estimons que notre action a été cruciale pour cette évolution.

20. Les sufurias sont des marmites en acier inoxydable, généralement utilisés dans les zones périurbaines, noircies sur l'extérieur afin de mieux conserver la chaleur.

21. Plat végétarien traditionnel.

En 2003, à la Conférence internationale sur le Sida en Afrique (ICASA), GROOTS Kenya a mobilisé la participation de 50 femmes africaines de terrain. Mwaura raconte :

Nous avons une tente, située dans l'enceinte de la conférence. Nous étions très visibles. Nous avons même invité le Fonds mondial pour le Sida, et nous avons demandé à ses représentants combien de leurs ressources étaient réellement attribuées directement aux femmes de terrain, que le Fonds était censé soutenir. Le Fonds mondial a reconnu que les femmes de terrain faisaient un travail énorme, bénévolement. Les représentants soulignaient néanmoins le problème, le fait que ces efforts n'étaient pas coordonnés, que ce travail n'était pas connu et donc pas reconnu. Nous avons alors lancé une campagne autour de la contribution non reconnue des femmes du terrain, campagne qui s'est fait connaître dans le monde entier. Nous sommes en train de créer une alliance africaine des personnes soignant des malades à la maison. Nous établissons des liens entre les soignants en Afrique afin de créer un grand mouvement de personnes soignant des malades à la maison, dont le travail reste ni connu et ni reconnu.

Nous sommes en train de monter un partenariat avec le PNUD et GROOTS International, afin de mener une évaluation des contributions, pour veiller à ce que les contributions des femmes du terrain soient reconnues financièrement – pour mettre une pièce sur un travail bénévole. Nous pensons que notre travail donne une direction au monde, mais nous ne sommes pas trop bruyantes. J'étais au Japon l'autre jour, le gouvernement japonais semble intéressé par un soutien à ce type de travail en Afrique. Nous avons aussi expliqué à la Banque mondiale pourquoi le travail des bénévoles doit être comptabilisé et reconnu. C'est grâce à ce travail que des acteurs comme la Fondation Stephen Lewis ont su où investir leur argent.

En plus, lors du Forum urbain mondial, qui a eu lieu à Vancouver en 2006, GROOTS Canada a organisé la participation de plus de 200 femmes du terrain.

Nous nous sommes vraiment améliorées. Nous n'allons pas juste aux conférences pour écouter. Nous menons des ateliers concrets et travaillons en partenariat avec d'autres agences de déve-

loppement. Quand nous quittons les conférences, nous savons que nous avons eu un impact important.

En 2005, Church World Services, à travers lequel nous recevons les fonds d'US Aid, s'est intéressé à une reproduction du projet Giving Hope, du Rwanda, au Kenya. L'objectif de ce projet est de former les orphelins pour qu'ils puissent reconstruire et prendre en charge l'avenir de leurs communautés. Nous avons insisté sur le fait qu'il fallait que nous allions au Rwanda pour voir comment fonctionnait le projet sur place, avant de pouvoir le copier. Quand nous sommes rentrées au Kenya, l'une des choses que nous avons expliquées au Church World Services a été le fait que le Kenya n'avait pas vécu de génocide. Les communautés au Kenya restent relativement intactes, même si elles ont perdu leurs réseaux sociaux. À GROOTS Kenya, nous formons des organisations qui fournissent un soutien aux orphelins ; et au Rwanda nous avons observé un programme qui permet aux orphelins de prendre les choses en main. C'est important, c'est bien, mais dans ce contexte certaines structures sociales restent intactes. Les femmes de ces communautés sont toujours là. Nous étions en désaccord avec le Church World Services ; mais aujourd'hui ils ont compris ce que nous voulions dire sur le sujet. Aujourd'hui, des groupes sont envoyés d'Ouganda pour apprendre l'approche de GROOTS Kenya.

Pour le jour international de la femme, en 2006, nous avons réussi à convaincre l'Agence de développement internationale du Canada (CIDA) de nous financer notre propre thème – « Célébrer le travail des soignants ». Nous avons pu négocier avec les donateurs en les aidant à reformuler leurs stratégies, à les repenser.

Le CIDA a financé des « Groupes de garde », actuellement en cours de mise en place dans la baie de Kendu, Kakamega, Limuru et Gatundu. Ce sont des groupes de personnes dans les communautés, qui veillent à ce que personne ne soit déshérité. Ces groupes sont également devenus des intermédiaires permettant de résoudre les conflits avant que les gens n'aillent au tribunal ou avant que les personnes ne soient déshéritées. L'un des groupes que nous avons formés travaillait sur un cas d'héritage impliquant des Assistants Chefs²⁵ qui étaient compromis [corrompus].

25. Les Assistants Chefs font partie d'une structure administrative provinciale bureaucratique héritée des Britanniques. Le Commissaire de province se trouve en haut de la hiérarchie, puis le Responsable de district, le Res-

Nous nous sommes rapprochées du Bureau du président via le ministère de la Sécurité intérieure, qui nous a demandé de former leurs officiers de sécurité et de les incorporer dans nos groupes de garde. Ceci a transformé la manière dont les Assistants Chefs de ces régions voient leur rôle et leurs responsabilités envers leurs communautés. La formation des groupes de garde a aujourd'hui été copiée au Cameroun, au Ghana et au Nigeria, pays choisis parce qu'ils sont dotés d'une structure administrative bureaucratique similaire, héritée du colonialisme.

Muthia, du GMMDC, parle de moments clés quand elle évoque la façon dont le travail des soignants à Mathare a permis de réduire le taux d'occupation des lits dans les hôpitaux, grâce au travail qu'ils fournissent à la maison, et au suivi qu'ils fournissent en matière d'anti-rétroviraux (ARV). GMMDC fait partie d'une initiative qui cherche à faire reconnaître les soignants par la formation d'une Alliance nationale des personnes soignant des malades à la maison, qui regroupe plus de 400 soignants. En 2006, GMMDC a reçu le prix du ruban rouge du programme des Nations unies pour le développement (PNUD), attribué lors de la conférence internationale sur le Sida à Toronto. En outre, en 2007, un membre de GMMDC, Rose Auma, a gagné un prix attribué lors de la conférence *Changing Lives, Changing Communities: Women's Leadership Making a Difference on HIV&AIDS*, organisée par le YWCA à Nairobi. Le prix, présenté par l'actuel président du Kenya, était attribué en reconnaissance de son travail autour du VIH/Sida à Mathare.

Pour résumer leurs succès principaux, le commentaire suivant, recueilli auprès de Mwaura, est parlant : « *Le fait que nous ayons été capables d'envoyer des femmes du terrain à des conférences internationales – des réunions de l'Onu à New York et à Genève – pour y parler a modifié la perception des femmes du terrain et de leurs capacités à contribuer à des débats locaux, nationaux et mondiaux.* »

Mouvement féministe ou pas ?

Les grands débats autour du féminisme ou d'autres termes adoptés pour éviter l'utilisation du mot féministe tirent leurs racines dans une série de facteurs historiques qui comprennent l'histoire du colonialisme, mais ne s'y limitent pas, car celle-ci est fortement liée à la montée du féminisme en Occident. La portée de ce débat ne peut pas être considérée efficacement dans le cadre du présent article. Néanmoins il faut prendre en compte le déploiement stratégique des histoires des pays par les régimes nationaux et leur utilisation à différents moments pour immobiliser et diviser différents niveaux d'initiatives de solidarité menées par des femmes.

La cooptation de MYWO et du National Council of Women of Kenya (NCWK), aujourd'hui défunt – évoqué ci-dessus – montre comment ces institutions visibles et publiquement reconnues ont été utilisées pour faire passer des messages spécifiques sur ce que doit être une organisation de femmes légitime. Cette légitimité a poussé à définir ce que doivent dire les femmes kenyanes authentiques : soit, elles doivent tenir un discours qui ne dérange pas l'ordre des choses. Leur perspective nationaliste, en termes du nombre important de membres dans le pays, n'a fait qu'aller dans la même direction. La catégorisation ironique constante des activistes des droits des femmes en tant que « femmes de Pékin », ou les références faites au mécontentement qui avait déferlé sur les côtes du Kenya après la conférence de Pékin, sont une réaction à l'arrivée d'un mouvement activiste assez radical, situé dans diverses structures du pays, et dont les représentantes ont commencé à questionner et à déplacer le discours dominant sur les droits des femmes, qui formait jusque là les réflexions de MYWO et de NCW.

La fusion fréquente entre le genre et le féminisme, dans la plupart des domaines, est relative-

responsable de division, le Chef, et l'Assistant Chef. Il y a plusieurs assistants et des sous-divisions plus petites dans chaque catégorie. Les Chefs, leurs assistants et les responsables locaux ont beaucoup de pouvoir au niveau local. Le projet de nouvelle constitution pour le pays cherche à mettre fin à ces structures.

ment erronée. La dépolitisation du genre, qui est née de la conception du genre comme outil de développement, signifie que la plupart des organisations orientées sur le genre ne connaissent pas du tout les influences politiques et idéologiques de l'idéologie féministe plus générale et du mouvement sur leur travail. La plupart des activistes préfèrent adopter l'étiquette plus sûre d'activiste du genre, car elle est considérée comme reflétant certains niveaux d'inclusion que le féminisme en tant qu'idéologie et que le mouvement est censé ignorer. Les femmes qui s'estiment féministes sont considérées comme trop radicales ou au mieux, des parias.

À cette aune, il est intéressant de réfléchir à la direction prise par GROOTS Kenya, et les réactions du mouvement face à l'étiquette féministe :

Définissez-vous GROOTS Kenya comme une organisation féministe ?

Nous sommes trop timides pour appliquer des concepts internationaux à nos organisations, concepts qui ne sont pas internes à nos sociétés locales... [toutefois] je pense que nous le sommes car nous sommes une organisation centrée sur les femmes. Néanmoins, au contraire d'autres organisations fermement orientées féministes, notre approche est plus basée sur la communauté. Donc quand nous parlons de féminisme, les femmes du terrain ne comprennent pas car les groupes ne sont pas basés sur des questions touchant uniquement les femmes. Si c'est un jeune garçon qui est déshérité, nous l'aidons. Quand nous travaillons avec les orphelins, nous nous rendons compte que même si nous mettons les filles en priorité, nous envoyons plus de garçons à l'école que de filles, donc restons-nous une organisation féministe ? Je ne sais pas. Je pense que c'est parce que nous ne comprenons pas ce que veut dire organisation féministe.

Êtes-vous féministe ?

« Personnellement oui mais je ne pense pas que l'organisation soit une organisation féministe forte. La raison en est les activités que nous faisons

sur le terrain. Je ne suis pas sûre que nous ayons réussi à nous concentrer sur les droits des femmes de manière holistique en nous isolant des autres choses. Je ne pense pas que l'organisation ait une approche féministe forte. Nous avons également peur d'inclure des concepts internationaux dans nos organisations, concepts qui ne sont pas internes à nos sociétés locales. C'est une des choses auxquelles nous avons fait très attention. »

C'est peut-être Charmaine Pereira²⁶ qui explique le mieux l'anxiété observée dans la plupart des réactions à l'étiquette féministe. Pour Pereira :

L'opinion dominante du féminisme était [est] que c'était [c'est] « non africain » et « étranger ». Il est cependant évident que la qualification d'« étranger » est appliquée de manière assez sélective dans les domaines de la production de connaissances, la pratique et la politique. L'acceptation généralisée (jusqu'à relativement récemment) d'autres phénomènes « étrangers » considérés comme une « modernisation » permet de se poser des questions sur la résistance généralisée au féminisme. (Pereira, 2002:9).

Il est donc facile de comprendre l'hésitation de GROOTS Kenya à se nommer elle-même féministe, et les contradictions qui émergent des réponses de Mwaura citées ci-dessus. Il n'existe pas de définition finalisée du féminisme, car les activités féministes sont diverses et variées. Néanmoins, la plupart des féministes seraient d'accord pour dire que leur activisme, recherches et pratiques sont guidées par une perception générale selon laquelle la nature des expériences faites par les femmes en tant qu'individus et que personnes sociales, leur contribution au travail, à la culture et aux connaissances, ont été systématiquement ignorées ou mal représentées par les discours généraux dans différents domaines (Narayan, 1989: 256). Si ceci était considéré comme une définition générale en progression, il serait possible de considérer le programme, les stratégies et l'éthique adoptés par GROOTS Kenya dans son approche à la construction de solidarité sur le terrain comme féministes.

26. Chercheuse et universitaire féministe indépendante basée au Nigeria.

■ Conclusions

1. GROOTS Kenya – un mouvement de femmes du terrain ?

Le recadrage de GROOTS Kenya dans le contexte du mouvement permet de voir que le réseau a initialement émergé en tant qu'ONG. Sa naissance n'a pas été basée sur une réflexion collective parmi des groupes qui sont aujourd'hui « membres ». Au contraire, c'est une personne qui est à la tête de la naissance du réseau, personne qui a plus tard coopté un nombre important d'organisations de terrain pour qu'elles s'intègrent au cadre opérationnel. Sa structure et ses opérations ont à l'évidence connu une métamorphose au fil des ans. L'objectif s'est recentré sur la création d'une unité centrale de mobilisation de construction des capacités, c'est-à-dire le secrétariat, avec un accent mis sur la conservation des identités individuelles et l'autonomie des groupes, caractéristique typique des mouvements. Pour comprendre GROOTS Kenya, on peut utiliser la théorie des nouveaux mouvements ; on comprend alors que collectivement, GROOTS Kenya a contribué à créer une nouvelle identité culturelle pour les femmes « de terrain », soit en leur donnant accès à des opportunités de direction jusque là inexistantes, soit en leur proposant une visibilité à des forums locaux ou internationaux où leurs voix étaient peu nombreuses, voire inexistantes. Dans certains secteurs, elles ont réussi à faire changer la perception des femmes de terrain, mais la question de savoir si elles ont radicalement contribué à questionner ou déplacer les structures qui perpétuent les problèmes qu'elles combattent reste sans réponse. Pour moi, elles ne l'ont pas fait, et je pense qu'un certain nombre de facteurs en sont la cause.

Bien que Mwaura insiste sur le fait que les groupes régionaux sont fondamentaux en termes de prises de décision, de recherche de fonds et de définition des stratégies, il semble que beaucoup

dépende du secrétariat, plutôt que des membres constituants, en termes de soutien « stratégique ». Les efforts faits pour renforcer le groupe institutionnellement sont un pas dans la bonne direction, pour trouver un remède à cette situation. Néanmoins, on y voit l'une des faiblesses des mouvements de femmes,²⁷ lorsque les populations qui forment la base critique du pouvoir sont relativement mises à l'écart du développement actif des stratégies et de la mobilisation de ressources²⁸. Cette structure d'organisation se reproduit également jusqu'à la structure des groupes d'entraide régionaux.

2. Besoins stratégiques ou besoins pratiques : La politique de l'étiquette « féministe ».

GROOTS Kenya se considère à l'évidence principalement comme une organisation de développement de la communauté, ceci étant son approche de base. Mwaura a souligné ce fait de manière continue pendant tout l'entretien. Cette position est également renforcée par le fait que la plupart des organisations avec lesquelles GROOTS Kenya travaille en collaboration ne sont pas des institutions qui seraient considérées au Kenya comme orientées sur le genre ou féministes par nature. Au contraire, ce sont des organisations mettant l'accent sur la communauté, le développement rural ou urbain, comme Shelter Forum et Undugu Society, pour n'en mentionner que deux. Ceci renvoie aux écrits de Molyneux (1985) sur l'approche relative aux besoins stratégiques et pratiques. Selon la distinction faite par Molyneux entre les besoins « stratégiques » et les besoins « pratiques », les intérêts pratiques se concentrent sur la gestion des besoins immédiats de la plupart des femmes (d'un pays) vivant dans des conditions de pauvreté. Les intérêts stratégiques se concentrent sur la modification des inégalités de genre dans la société, qui entraînent la subordination des femmes.

27. Tel est le cas à la fois dans le contexte kenyan mais aussi dans d'autres pays observés par l'auteur ailleurs en Afrique.

28. Il s'agit de l'acceptation d'un modèle de direction hiérarchique où les réponses et les stratégies proviennent d'en haut.



Il est important de noter que les débats sur les femmes et le développement, les femmes en développement, et le genre et le développement ont formé une grande partie du travail sur les droits de femmes au Kenya. Certains de ces cadres de pensée ont mis l'accent sur les besoins pratiques, approche qui a été provoquée par la dépolitisation du genre par sa transformation en une question de développement par de nombreuses institutions de « formation du développement » comme la Banque mondiale et les Nations unies. Il existe peu d'organisations qui voient l'intervention stratégique comme centrale à leur travail. Et celles qui considèrent les choses ainsi doivent recentrer leurs efforts sur des besoins pratiques afin de survivre. Je pense ici aux programmes décidés en fonction des intérêts des donateurs, et aux tentations d'effectuer un travail qu'il soit possible de financer. Résultat, la plupart des organisations se centrent sur les besoins pratiques, plutôt que stratégiques, des femmes, ce qui est significatif parce qu'un recentrage sur les besoins stratégiques entraînerait des restructurations structurelles. Quelques organisations ont mené ce type de travail (stratégique), notamment dans le domaine des réformes juridiques, mais ce travail est fait par des organisations individuelles, dont certaines se considèrent comme féministes ou orientées sur le genre, alors que d'autres considèrent leur travail comme basé sur les droits humains.

Mwaura conclut par des remarques se faisant l'écho de cet état de fait :

Nous ne sommes pas capables de nous détacher de l'idée d'être une institution qui fournit des services. On nous a obligées à mettre un élément de fourniture de service à notre travail, ce que nous rechignons à faire. Donc la question, c'est comment maintenir l'aspect de construction des capacités de notre travail ? L'une des stratégies que nous avons adoptées est de construire les capacités des groupes de terrain pour fournir ces services. Toutefois on nous appelle quand même pour que nous fournissions un soutien technique. Donc nous continuons à fournir un soutien technique dans des domaines où nous ne sommes pas équipées. Donc si les gens veulent de l'eau nous travaillons là-dessus, et s'ils trouvent un partenaire grâce à nos relations pour les soutenir dans leur projet, nous continuons à devoir fournir un soutien

technique. Il n'y a pas de limites au type de travail que nous faisons. Nous parlons aujourd'hui de femmes, de droits de propriété et d'héritage et les groupes de terrain nous demandent tout le temps des conseils juridiques. Nous avons donc été obligés d'engager un avocat. Nous ajoutons des éléments de service en fonction des circonstances.

La citation ci-dessus permet de voir clairement que l'approche pratique de GROOTS Kenya est une réaction à sa structure – des groupes en zones rurales et périurbaines qui n'ont pas profité des gains de développement et souffrent de lacunes en matière d'accès aux ressources. L'accent mis sur les réponses à apporter à la pandémie de VIH/Sida de manière pratique en fournissant des bourses aux orphelins, en créant des activités génératrices de revenus et des soins à la maison est un moyen de reconnaître les besoins pratiques urgents sur le terrain. Toutefois GROOTS Kenya est également intervenu stratégiquement, en impliquant des femmes dans des comités locaux importants comme le CDF ou le LATF, veillant ainsi à ce qu'elles jouent un rôle critique pour former et influencer les changements dans ces zones. Ces comités sont critiqués en matière de gouvernance et de financements décentralisés au Kenya, et la présence de femmes « conscientes des questions de genre » est également fondamentale. Il s'agit également d'une stratégie vitale, car elle s'éloigne d'un accent mis sur l'accès des femmes au pouvoir national (parlementaire), qui avait laissé de côté la construction des capacités des femmes au fil des ans, sur le terrain.

3. Déconnexions :

Néanmoins, il est malheureux qu'il n'y ait apparemment pas de liens stratégiques avec les organisations féministes ou orientées sur le genre au Kenya. Mwaura parle de liens précédents avec UNIFEM et MYWO, mais plus de manière individuelle qu'en tant que partenaires stratégiques pour l'organisation. Par rapport à ce que Mwaura définirait comme organisation féministe, elle se réfère à la Federation of Women Lawyers Kenya (FIDA),²⁹ la Coalition on Violence against Women

29. Leur site web est à l'adresse <http://www.fidakenya.org/>.

(COVAW),³⁰ organisations considérées dans le pays comme étant ouvertement féministes, étant donné l'accent qu'elles mettent sur les femmes (FIDA se concentre sur l'apport d'un soutien juridique et COVAW est bien connue pour son travail autour de la violence contre les femmes).³¹ Un lien entre GROOTS Kenya et ces organisations semble plausible, pourtant il n'a pas encore été recherché activement.

Les déconnexions entre GROOTS Kenya et des organisations plus ouvertement féministes peuvent être également attribuées à l'efficacité des stratégies de démobilisation de la société civile employées par le régime Moi. Il peut également s'agir de limitations en matière de budget, de la concurrence pour des ressources apparemment minimes, en plus de l'ethnicité, la classe sociale et les facteurs géographiques. La question de la géographie a entraîné un centrage sur Nairobi, peu d'efforts étant faits pour impliquer des organisations externes à la capitale de manière cohérente pour la construction de solidarité (même parmi les organisations qui prétendent avoir des membres sur tout le pays). Si vous demandez au personnel d'une organisation des droits des femmes à Kisumu³² s'il existe un mouvement de femmes au Kenya elles diront non. Posez la même question à une activiste basée à Nairobi et elle vous dira oui.

La politique d'exclusion et d'inclusion générale – et spécifique pour motifs géographiques – continue à être un problème qui entraîne de grandes cassures dans ce qu'on pourrait nommer un mouvement des femmes au Kenya, ou ce qui existe sous cette étiquette actuellement. C'est pour cela que le travail de GROOTS Kenya est appréciable pour de nombreuses raisons, pour les efforts faits pour construire un mouvement basé sur le terrain, qui couvre les divisions géographiques, et donc ethniques, existant au Kenya. Néanmoins le dé-

sengagement apparent des organisations des droits des femmes (qu'elles travaillent au niveau régional ou national), signifie qu'est fait un travail en parallèle, qui pourrait profiter des contributions stratégiques mais aussi idéologiques d'autres organisations. Le nombre de personnes actuellement mobilisées sous la bannière GROOTS Kenya pourrait également effectuer un travail stratégique plus important qui jusqu'à présent s'est déroulé sous les auspices d'organisations individuelles ou de groupes d'organisations dans tout le pays et principalement dans la capitale.

4. Qu'est-ce qu'une organisation féministe ?

Au bout du compte, je pense qu'il faut continuer à problématiser ce qu'est une organisation féministe. Des études de cas traitant des caractéristiques, mais aussi des problèmes et succès inhérents des modes d'organisation alternatifs, seraient également utiles. Des exemples connus comme *Sistren – Jamaican women's theatre collective* par Honor Ford Smith, mais aussi peu étudiés comme *Mother tongue* au Cap, *Gender Aids Forum* à Durban et COVAW à Nairobi, seraient également utiles pour réfléchir à cette problématisation, entre autres. Il est critique de comprendre les trajectoires prises par les organisations, notamment si elles s'identifient comme féministes, afin d'explorer nos idées de ce que sont vraiment les organisations féministes (au-delà du lien populaire aux questions pour lesquelles elles luttent). En comprenant ces organisations, nous sommes mieux positionnées pour comprendre les niveaux d'organisation qui forment les mouvements de femmes, ou les empêchent de fonctionner correctement, dans des situations comme celles du Kenya.

30. COWAW est l'une des quelques organisations que je connaisse au Kenya qui dès sa naissance s'est nommée organisation féministe. Leur site web est à l'adresse <http://www.covaw.or.ke/>.

31. Même ces organisations ont dû mettre de l'eau dans le vin de leurs « politiques » au fil des ans, principalement pour des motifs de financements mais aussi à cause d'une direction conservatrice.

32. Troisième plus grande ville du Kenya.

■ Références

- Laraña, E., Johnston, H. and Gusfield, J.R. 1994. 'New Social Movements: From Ideology to Identity'. Philadelphia: Temple University Press.
- McClurg Mueller, Carol and Morris Aldon. 1992. *Frontiers in Social Movement Theory*. New Haven: Yale University Press
- Molyneux, M. 1985. 'Mobilisation Without Emancipation? Women's Interests, State and Revolution in Nicaragua' in Slater, D. (ed.) **New Social Movements and the State in Latin America**. [Amsterdam], Cinnaminson, NJ, USA: CEDLA, Dist. FORIS Publications USA.
- Narayan, Uma.1989. *The Project of Feminist Epistemology: Perspectives of a North Western Feminist* in Jagger, A & Bordo, S (eds). 1989. **Gender, Body and Knowledge: Feminist Reconstruction of Being and Knowing**. Rutgers: Rutgers University Press
- Nzomo, Maria, 2003. *The 2002 General Elections in Kenya; Women's Performance and Prospects in Parliamentary Politics*. Wajibu (18) 1-6
- Okello, Duncan. 2004. **Civil Society in the Third Republic**. Nairobi. The National Council of NGOs.
- Oduol, Wilhemina & Kabira, Wanjiku. 2000. *The Mother of Warriors and Her Daughters; The Women's Movement in Kenya* in Smith, Bonnie (ed) **Global Feminisms since 1945 – Rewriting Histories**. New York. Routledge
- Pereira, Charmaine. 2002. *Between Knowing and Imagining: What Space for Feminism in Scholarship on Africa?* **Feminist Africa** (1) 9 – 33
- Sheldon, Kathleen. 2005. **Historical Dictionary of Women in Sub-Saharan Africa**. Maryland: Scarecrow Press

Sites web :

- www.kippra.org
www.fidakenya.org
www.leaguekenya.org

Journaux :

- Daily Nation, 22 juillet 2000
 Daily Nation, 20 avril 2002